

Une nouvelle grève des animateurs périscolaires est prévue à Paris du 21 au 24 mai

L'intersyndicale SUPAP-FSU/CFDT appelle à une nouvelle grève des animateurs du périscolaire de la capitale, du mardi 21 au vendredi 24 mai. Une mobilisation pour réclamer de meilleures conditions de travail et une revalorisation de leur rémunération.



Les cantines seront impactées par le mouvement de grève des animateurs du périscolaire à Paris, du 21 au 24 mai 2024. Photo d'illustration. | THIERRY CREUX/ARCHIVES OUEST-FRANCE

À Paris, les animateurs et animatrices du [périscolaire](#) repartent en grève du mardi 21 au vendredi 24 mai 2024. Les cantines et « **services d'interclasse** » pour les élèves scolarisés dans des « **centaines d'écoles parisiennes** » seront « **très impactés** » durant cette période, prévient l'intersyndicale SUPAP-FSU/CFDT. Un rassemblement est aussi prévu, jeudi à 14 h, sur le parvis de l'Hôtel de Ville de Paris.

En grève perlée depuis novembre 2023

Les personnels d'animation et les agents spécialisés des écoles maternelles (Asem) de la capitale sont mobilisés depuis novembre 2023, afin de demander une revalorisation de leur rémunération et une amélioration de leurs conditions de travail. Les syndicats assurent que « **les mesures prises à ce jour par la Ville de Paris** », après les précédentes mobilisations, « **restent très insuffisantes** ».

Dans [leur communiqué](#), l'intersyndicale SUPAP-FSU/CFDT liste plusieurs revendications, dont « **la contractualisation des milliers de vacataires** », « **l'augmentation des rémunérations** », « **la création de postes d'éducateurs spécialisés pour une prise en charge satisfaisante des enfants à besoins éducatifs particuliers** » ou encore « **des effectifs conséquents d'animateurs-trices titulaires affecté.es dans les brigades de remplacement pour pallier les absences** ».

91 % d'insatisfaits des conditions de travail

Le SUPAP-FSU a publié sur son compte X (ex-Twitter) les résultats d'un questionnaire auquel 200 référents éducatifs ville (REV) ont répondu.

On y apprend que 91 % d'entre eux « **sont insatisfaits de leurs conditions de travail** », 96 % de leurs rémunérations et 67 % « **ne souhaitent pas rester REV** ».